

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHEL RECYCLAGE

9141 Chemin du Boutoir
89210 Brienon-Sur-Armançon

Références : 260145
Code AIOT : 0003302446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement MICHEL RECYCLAGE, implanté 9141 Chemin du Boutoir - 89210 Brienon-sur-Armançon. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de la vérification de l'arrêté préfectoral n°PREF-SGAD-BE-2025-0162 du 22/05/2025 mettant en demeure la société MICHEL RECYCLAGE de régulariser la situation de l'installation de stockage de transit et de traitement de déchets qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRIENON-SUR-ARMANÇON.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL RECYCLAGE
- 9141 Chemin du Boutoir - 89210 Brienon-sur-Armançon
- Code AIOT : 0003302446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site contrôlé est une installation de transit et de traitement de déchets qui, suite au développement de ses activités, a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 8 juillet 2022.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des équipements abandonnés (cribleurs) ne doivent pas être maintenus sur l'installation sans mise en sécurité (article 1.4.2 de l'AP PREF-SAPPIE-BE-2022-328 du 08/07/2022).

Les rétentions et la signalisation des zones à risques sont manquantes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
2	Dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
3	Consignes	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	9 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende, Astreinte	9 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Amende, Astreinte	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	technologiques	08/07/2022, article 5.1.5.6	prescription		
9	Dispositifs et mesures de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Amende, Astreinte	9 mois
12	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Moyens d'intervention en cas d'accident et	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	organisation des secours			
11	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.4.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
16	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
17	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a effectué aucun travaux depuis l'inspection du 15/11/2024. L'exploitant n'a pas régularisé la situation de son installation de stockage de transit et de traitement de déchets. La mise en demeure n'a pas été respectée.

Une amende et une astreinte sont proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Localisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
Prescription contrôlée :

<p>Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : BRIENON-SUR-ARMANÇON section T : Parcelles entières : 75, 76, 77, 78, 79, 159, 393 Parcelles partielles : 72, 73, 74, 154, 160 La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 38 000 m² selon l'extrait cadastral en annexe 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>Le parcellaire et la surface de l'emprise des travaux et des aménagements réalisés sont ceux prévus dans le cadre de l'autorisation mais l'ensemble des travaux de voirie du site n'est pas encore réalisé.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : Non-conformité : Aucun nouveau travaux sur la voirie n'a été entrepris depuis la dernière inspection du 15/11/2024. L'exploitant a fourni suite à l'inspection, un calendrier des actions à mener. Le démarrage des travaux est prévu pour août 2026 pour les cases de stockage et le dallage, et octobre 2026 pour les réseaux, la rétention et le décanteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Dossier ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dossier ICPE</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>L'ensemble des aménagements, installations, ouvrages n'est pas encore en place sur site et certains ont été modifiés par rapport au dossier d'autorisation.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Imperméabilisation des voiries / aires de stockage non finalisées.</i> • <i>Traitement des eaux pluviales via nouveau déboureur/déshuileur non réalisé.</i>

- Mise en place d'un nouveau bassin de stockage des eaux pluviales non réalisée.
- Modifications de l'implantation des zones de stockages, notamment de ferrailles.

Inspection du 24/03/2026 :

L'exploitant a fourni un calendrier de réalisation des aménagements prévus dans son dossier d'autorisation.

Non-conformité : Aucun porter-à-connaissance de modifications réalisées par rapport à son dossier d'autorisation en décrivant au besoin les impacts potentiels (gestion des eaux pluviales, zones d'effets thermiques,.....) et les mesures d'évitement et de réduction associées n'a été transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 1.9

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :
 - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
 - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

<ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.1.5.6 ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>Certaines consignes existent et sont affichées sur site : consignes en cas d'accident/incendie, défense de fumée, d'apporter du feu sous une forme quelconque, interdiction de brûlage à l'air libre.</i></p> <p><i>Elles restent néanmoins à compléter.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : Non-conformité: l'exploitant doit compléter la listes des consignes déjà existantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté, émissions diffuses et envols de poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place notamment une haie d'arbres ou d'arbustes d'au moins 3 mètres de hauteur et 6 mètres de largeur le long des limites parcellaires à l'exception de la façade sur la route du boutoir et de la zone dédiée au bassin d'infiltration.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

Le site a été trouvé propre au niveau des zones imperméabilisées de stockage des déchets.

Une bande de végétation plus ou moins abondante (arbres, arbustes) existe en partie en bordure de site.

Le broyage se fait sans capotage ni humidification. Les tas de déchets ne sont pas humidifiés.

Inspection du 24/03/2026 :

L'exploitant n'a pas mis en place d'écran de végétation, notamment une haie d'arbres ou d'arbustes d'au moins 3 mètres de hauteur et 6 mètres de largeur le long des limites parcellaires à l'exception de la façade sur la route du boutoir et de la zone dédiée au bassin d'infiltration.

Les travaux de plantation périphérique sont prévus en janvier 2027 d'après le calendrier de travaux fourni par l'exploitant suite à l'inspection.

L'exploitant déclare humidifier le broyeur par jet d'eau. L'exploitant déclare étudier l'aménagement des broyeurs mais n'a pas fourni d'étude en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine et réglementation des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réseau d'alimentation d'eau potable : 150 m³/an maximum. <p>La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 21 250 m².</p> <p>Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 l/s/ha pour les surfaces imperméabilisées (voiries en enrobés et dallage en béton) ainsi que l'auvent du stockage Bois A et DNDAE. Un porter-à-connaissance sera déposé dans les 6 mois à compter de la notification de l'arrêté afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon.</p>
Constats : <p>Inspection du 24/11/2024 :</p> <p><i>L'exploitant n'a pas pu fournir sa consommation annuelle en eau potable.</i></p> <p><i>L'exploitant n'a pas déposé un porter-à-connaissance dans les 6 mois à compter de la notification de son arrêté d'autorisation afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon.</i></p> <p><i>L'exploitant n'a ni réalisé le bassin étanche prévu pour la rétention incendie, ni celui pour la régulation des eaux pluviales. Le nouveau débourbeur en amont n'a pas non plus été installé.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 :</p> <p>Un changement de compteur d'eau a eu lieu en janvier 2026 suite aux dysfonctionnements de l'ancien compteur, expliquant l'impossibilité de l'exploitant à fournir sa consommation d'eau.</p> <p>Non-conformité : Le porter-à-connaissance afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon n'a pas été déposé à la DREAL.</p> <p>Non-conformité : Aucun travaux de mise en place des bassins étanches pour la rétention incendie et la régulation des eaux pluviales associés aux traitement de ses rejets aqueux (nouveau débourbeur/déshuileur) n'a été entrepris depuis l'inspection du 24/10/2024.</p> <p>L'exploitant n'a pas respecté la mise en demeure du 22/05/2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise les contrôles suivants sur le rejet n° 1 :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH, T°, MES, DCO, DBO, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux, Arsenic, Chrome hexavalent, Indice phénols, cyanures totaux et AOx : périodicité du contrôle : annuelle
Constats : <p>Les analyses ont été effectuées par SYPAC le 12/03/2025. Les résultats n'amènent pas d'observation. L'exploitant a respecté la mise en demeure du 22/05/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025
Prescription contrôlée : <p>Les stockages déchets (bois, métaux, déchets verts, inertes, DNDAE, verre, PVC, amiante) sont implantés conformément à l'étude de dangers et au dossier de demande d'autorisation, notamment en termes d'îlotage pour éviter les effets dominos et de dispositions constructives (mise en place de mur béton REI 120 pour délimiter certains stockages)....</p>
Constats : <p>Inspection du 14/11/2024 : <i>Par rapport à son dossier d'autorisation, l'exploitant a modifié l'emplacement de certains stocks de déchets et les îlotages associés. Par exemple, les stocks de ferraille ont été déplacés afin d'éviter que le bruit associé à leur manipulation soit émis à proximité de l'habitation au nord du site.</i></p>

D'autre part, l'étude de dangers prévoit, comme barrière de sécurité préventive pour le stockage des déchets, des casiers avec des blocs de bétons amovibles (type Mégablock) empilés sur une certaine hauteur (4 ou 5 m selon le type de bois par exemple) adaptée à la hauteur de stockage de déchets. Or, sur site, pour le stockage de bois, la hauteur des blocs bétons des casiers associés est d'environ 1,5 m alors que le stockage est de l'ordre de 4 m.

Inspection du 24/03/2026 :

Non-conformité : L'exploitant n'a pas déposé en Préfecture de porter-à-connaissance précisant les modifications réalisées par rapport à son dossier d'autorisation associées avec tous les éléments d'appréciation permettant d'évaluer les impacts en termes de risque accidentel et environnemental, et n'a pas justifié que les barrières de sécurité préventives définies dans l'étude de dangers soient en place sur site.

Non-conformité : Concernant les métaux, les stockages ont été déplacés vers des zones non prévues sur l'AP, avec des hauteurs des stockages supérieures à 5 mètres dépassant celles prescrites de l'AP.

Concernant le stockage de bois, la hauteur des murs des casiers a été rehaussée pour atteindre 4 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Astreinte

Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.1.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025

Prescription contrôlée :

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

<ul style="list-style-type: none"> • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part, • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>La rétention des eaux d'extinction se fera dans un bassin étanche de 450 m³ de capacité après actionnement d'une vanne de coupure placée en amont du débourbeur/déshuileur.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>Aucune rétention incendie n'a été mise en place.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : Non-conformité : L'exploitant n'a mis en place aucune rétention incendie prévue dans son dossier d'autorisation. L'exploitant, suite à l'inspection, a transmis un calendrier des travaux avec une période de travaux d'octobre 2026 à janvier 2027 pour les dispositifs de gestion des eaux pluviales et bassins de rétention eaux incendie et décanteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Astreinte
Proposition de délais : 9 mois

N° 9 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

Le plan des zones à risque n'est pas à jour compte tenu des modifications apportées sur le stockages des déchets.

Inspection du 24/03/2026 :

Un plan de circulation avec des symboles de danger a été transmis suite à l'inspection.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de plan des zones à risques et celles-ci ne sont pas matérialisées, les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de ces zones.

Le plan des zones à risques n'a pas été transmis au SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Astreinte

Proposition de délais : 9 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- deux réserves d'eau incendie de 240 m³ et 60 m³ implantées sur site conformément à l'étude de dangers, respectant les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie avec ses dispositifs obligatoires (notamment 2 dispositifs d'aspiration pour la réserve d'eau incendie de 240 m³) et ayant l'objet d'un procès-verbal de réception à transmettre au service public de la DECI, placé sous l'autorité du maire, et au SDIS ; une demande d'avis préalable à l'implantation de ces réserves d'eau incendie est à effectuer auprès du SDIS (annexe 10 du RDDECI) ; celles-ci sont implantées au démarrage des travaux de construction. L'autorité de police administrative spéciale de la DECI (service public de défense extérieure contre l'incendie) devra s'assurer de l'implantation effective des points d'eau incendie au moment de la construction. Les distances d'éloignement des réserves d'eau d'incendie par rapport aux risques à défendre devront être *a minima* celles imposées par les différents arrêtés ministériels sectoriels auxquels est soumis l'exploitation.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

2 citernes incendie sont sur site (une à l'entrée de 60 m³ et une en fond du site de 240 m³).

Celles-ci n'ont pas été réceptionnées par le SDIS et ne sont pas protégées des chocs.

Des extincteurs sont présents sur le site à différents endroits mais l'exploitant n'a pas pu fournir un plan de leur implantation ni leur dernier rapport de vérification.

Inspection du 24/03/2026 :

Les citernes incendie ont été réceptionnées par le SDIS (courriel du 23/12/2024).

La vérifications périodiques des 58 extincteurs a été réalisée le 07/07/2025.

Le plan des moyens de lutte contre l'incendie a été fourni.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un guide d'intervention afin d'améliorer l'efficacité des secours et doit notamment comporter les rubriques suivantes :

- information du personnel ;
- consignes à respecter en cas d'incendie et procédures liées ;
- liste des personnes à contacter en cas d'incident ;
- procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, vannes d'isolement du site sur réseaux d'eaux pluviales) ;
- localisation des zones et matériels à protéger en priorité ;
- localisation et type des moyens de lutte contre l'incendie ;
- affichage des coordonnées des services extérieurs à contacter en cas d'urgence (Pompiers, SAMU, gendarmerie,...) ;
- localisation des moyens d'alerte (téléphones).

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

L'exploitant possède une fiche intitulée "en cas d'accident/incendie" avec différents numéros des services de secours et des personnes à prévenir ainsi que des consignes de sécurité.

Mais l'exploitant n'a pas établi de guide d'intervention avec les différentes rubriques décrites dans l'article 5.3.1 de son arrêté d'autorisation.

Inspection du 24/03/2026 :

L'exploitant dispose de consignes de sécurité, de procédures d'arrêt d'urgence, une fiche intitulée "en cas d'accident/incendie" avec les numéros de service d'urgence. Il dispose également de plan des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Déchets non dangereux :

Nature des déchets	Code des déchets	Lieu de production	Production annuelle estimée	Mode de traitement
Pneumatiques	16 01 03	Entretien des engins d'exploitation	Non évaluée	Recyclage hors site
inertes non valorisables	17 01 01 17 01 02 17 01 03	Activité de valorisation des inertes issus du BTP	1 600 t	Évacuation pour stockage en ISDI
Refus de tri DNDAE		Activité de tri/transit de DNDAE/encombrant	600 t	Évacuation pour stockage en ISDND
Déchets ménagers	20 03 01	Personnel	Non évaluée	Service de collecte des OM

Déchets dangereux :

Nature des déchets	Code des déchets	Lieu de production	Production annuelle estimée	Mode de traitement
--------------------	------------------	--------------------	-----------------------------	--------------------

Huiles usagées	13 02 05*	Entretien des engins d'exploitation et des installations	2 m ³	Collecte par un prestataire agréé
Emballages souillés, chiffons et déchets d'entretien, pièces souillées	15 01 10* 15 02 02*	Entretien des engins d'exploitation et des installations	6 m ³	Stockés sur site en fût étanche puis régulièrement évacués par un prestataire spécialisé vers une installation de traitement ou d'élimination agréée
Boues issues des dispositifs de traitement des eaux pluviales	13 05 02* 13 05 08*	Entretien des dégrilleurs, du débourbeur/ déshuileur et des réseaux	30 m ³	Pompées et évacuées par un prestataire spécialisé vers une installation de traitement ou d'élimination agréée

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

L'exploitant n'a pas pu fournir le registre des déchets générés par son installation via son logiciel NESSIE.

Inspection du 24/03/2026 :

L'exploitant utilise un logiciel NESSIE comme registre des déchets.

Non-conformité : le registre ne fait pas la distinction des déchets générés par l'installation et ceux reçus par l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Description des déchets entrants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

Les Déchets Dangereux et Non Dangereux acceptés sur l'ensemble du site sont :

- métaux, déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux et déchets d'alliages de métaux ;
- déchets Non Dangereux : Bois et huisseries ;
- déchets Non Dangereux Non Inertes : déchets verts et déchets d'activités économiques / encombrants ;
- déchets Non Dangereux Inertes : déchets issus d'activités du BTP ;
- déchets de Verre ;
- déchets Dangereux : Amiante liée. La liste des déchets associés ainsi que leur code déchets sont décrits en annexe 4.

L'ensemble des catégories de déchets non spécifiés ci-dessus est interdit. Il s'agit en particulier :

- des boues de toutes natures ;
- des déchets de nettoyage des rues ;
- des matières de vidange ;
- des déchets dangereux définis par le décret du 18 avril 2002 (autres qu'amiante liée) ;
- des déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- des déchets radioactifs, explosifs, corrosifs, comburants, inflammables ;
- des déchets non pelletables et des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %.

Le volume de déchets entrants maximal pour chaque catégorie est :

	T/an
Bois biomasse (Bois A)	4 000
Bois non biomasse (Bois B)	8 000
Huisseries (PVC+Verre)	200
Métaux (ferreux et non ferreux)	1 600
Inertes	8 000
Déchets verts	1 200
DNDAAE pré-triés ou en mélange	1 500
Verre	150
Amiante	1 200

<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>L'exploitant n'a pas pu fournir le registre des déchets entrants sur son site.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : L'exploitant tient un jour un registre des déchets via le logiciel NESSIE. Un sondage sur le mois de septembre 2025 a été fourni à l'inspection.</p> <p>Non-conformité : Il a été constaté lors de l'inspection, des déchets n'appartenant pas à la liste des déchets autorisés sur site, notamment des pneumatiques (+de 25 m³) et des Véhicules Hors d'Usage (4).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de chalandise des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets acceptés sur le site proviennent de la région Bourgogne-Franche-Comté ; ils peuvent provenir aussi d'autres régions dans une logique de proximité des territoires avec un rayon de chalandise de 150 km maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>La zone de chalandise des déchets entrants sur site n'a pu être vérifiée.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : Non-conformité : Le registre de déchet ne comporte pas l'adresse d'origine des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement fixe de détection de matières radioactives
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un portique de détection fixe double voies de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrants ou sortants.</p> <p>Le seuil de détection de ce dispositif est fixé selon les règles de l'art. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence <i>a minima</i> annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.</p> <p>À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.</p> <p>L'exploitant peut disposer également d'un appareil de mesure portatif périodiquement étalonné dont l'objet principal sert à délimiter un périmètre d'isolement autour d'un camion lors d'une détection. Dans ce cas, l'exploitant établit des consignes adaptées et forme son personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 :</p> <p><i>Un portique de marque BERTIN est présent à l'entrée du site au niveau du pont bascule et un boîtier au niveau de l'accueil est visible.</i></p> <p><i>L'étalonnage du portique n'a pas été fait annuellement depuis sa mise en place en 2022.</i></p> <p><i>La personne à l'accueil ne sait pas comment réagir si de la matière radioactive est détectée dans les bennes de déchets.</i></p> <p><i>Au niveau de l'entrée du site, il est possible pour un véhicule de ne pas passer par le portique de détection de la radioactivité.</i></p> <p><i>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fourni une "Procédure en cas de déclenchement de portique de radioactivité dans un chargement de ferraille" et un registre vierge de déclenchement du portique (feuille excel).</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 :</p> <p>L'exploitant a mis en place en place une procédure en cas de déclenchement du portique de détection de matières radioactives et former son personnel à celle-ci. L'étalonnage du dispositif de détection de la radioactivité a été signé le 09/03/2026.</p>

L'exploitant déclare s'assurer que l'ensemble des chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. La mise en demeure est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 16 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration auquel il est soumis, l'exploitant met en place une procédure d'admission et une procédure d'information préalable pour ces déchets entrants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Inspection du 24/11/2024 : <i>L'exploitant a présenté des certificats d'acceptation préalable pour certains déchets. Il n'a pas pu fournir de procédure d'admission et d'information préalable pour ces déchets entrants.</i></p> <p>Inspection du 24/03/2026 : L'exploitant a présenté et mis en place une procédure d'admission et d'information préalable pour ces déchets entrants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 6.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets reçus et traités par l'installation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants et sortants conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

L'exploitant n'a pas pu fournir son registre des déchets entrants et sortants.

Inspection du 24/03/2026 :

L'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants et sortants. Un sondage a été effectué sur le mois de septembre 2025. Les registres comportent comme information les dates, les sites, les produits, la quantité, chauffeur/transporteur, véhicule/remorque et numéro de mission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2022, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux usées sanitaires : les eaux usées sanitaires du bâtiment administratif sont raccordées au réseau collectif de la zone industrielle pour traitement sur la station de traitement des eaux usées (STEU) de Brienon-sur-Armançon.
- Eaux pluviales de toiture du bâtiment principal : les eaux pluviales qui ruissellent sur la toiture du bâtiment principal (grand bâtiment comprenant l'accueil et le stockage d'amiante) sont collectées dans un réseau dédié aux eaux pluviales de toiture et rejetées directement dans le bassin de régulation sans traitement.
- Autres eaux pluviales de toitures, des voiries et dallages : les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (+ auvents des DNDAE et du Bois A broyé) seront collectées et traitées sur un débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage avant envoi dans le bassin de régulation...

Constats :

Inspection du 24/11/2024 :

Les travaux d'imperméabilisation des sols et de récupération des eaux pluviales susceptibles d'être souillées ne sont pas finalisés.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (auvents des DNDAE et du Bois A broyé) ne sont pas entièrement collectées.

Le nouveau débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage ainsi que le bassin de régulation n'ont pas été mis en place.

Inspection du 24/03/2026 :

Non-conformité : Aucun travaux n'ont été entrepris depuis l'inspection du 24/10/2024.

L'exploitant a fourni suite à l'inspection un calendrier des travaux établissant une période d'octobre 2026 à janvier 2027 pour la construction des réseaux et bassins de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Amende

Proposition de délais : 9 mois